

FSEUL

POUR LA DEFENSE DES BOURSES SUR CRITERES SOCIAUX !

Alors qu'il existe un système de bourses sur critères sociaux géré par les Conseils Régionaux d'Oeuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) qui permet aux étudiants les plus défavorisés de palier à leurs problèmes financiers pour leur permettre d'étudier, la revendication d'un « salaire étudiant » est mise en avant par la majorité des organisations étudiantes.

Ce salaire (appelé « salaire social » ou bien « allocation d'autonomie » ...) revient à payer des jeunes pour étudier, alors que d'autres sont obligés de travailler pour être payés. **Cette revendication ne défend plus que les intérêts des étudiants les plus favorisés, et cela d'autant plus dans le cadre des nouvelles réformes issues du processus de Bologne** (les ECTS/LMD détruisent nos diplômes adossés aux conventions collectives et au code du travail, en individualisant les cursus, et le Pacte pour la Recherche cherche à construire des pôles d'excellence, dont l'accès sera réservé à une élite rigoureusement choisie)

Tous les ans, des retards inacceptables dans l'attribution des bourses, dont le montant est bien trop souvent insuffisant, servent d'arguments à ceux qui veulent détruire le système d'aide social public délivré par les CROUS. **De fait la revendication d'un salaire revient à accepter la politique du gouvernement, qui par le biais de la régionalisation, a entrepris la privatisation des CROUS.** Alors qu'il est plus que jamais nécessaire de militer pour un système de bourses revalorisées en qualité et en quantité afin que tous puissent avoir accès à l'enseignement supérieur, les organisations qui revendiquent un salaire étudiant tirent un trait sur le combat contre la destruction des acquis sociaux et contre la privatisation de l'enseignement en se soumettant au discours de « la seule politique possible ».

Le salaire étudiant s'oppose au système de bourse, pourtant seul garant d'un enseignement public pour tous : il n'est pas réellement défini sur critère social, et donc reproduit et accentue la logique de sélection dans l'université.

La FSEUL se bat pour une université publique, laïque et gratuite pour tous. Et c'est pourquoi elle se bat contre toute les réformes qui détruisent nos acquis sociaux et privatisent nos services publics. **Nous devons nous battre également contre toutes les mesures qui accompagnent ces privatisations : le salaire étudiant est le corollaire de la privatisation des CROUS et de la mise en place d'une sélection à l'université.**

Rappelons que le « salaire étudiant » est apporté comme réponse au chômage : or cette mesure ne cherche pas à vaincre le chômage, mais à assurer un minimum social pour qu'au contraire ce chômage, au même titre que les périodes d'études, soit intégré à la « formation tout au long de la vie ».

Revendiquer un tel salaire revient donc à accepter le chômage de masse comme une fatalité, alors que nous devons nous battre dans le sens de la baisse du temps de travail, de façon à assurer l'emploi de tous sans perte de salaire et sur la base de vrais statuts et de vraies conditions de travail, jusqu'à résorption de ce chômage.

**POUR UNE AUGMENTATION MASSIVE DU NOMBRE ET DU MONTANT
DES BOURSES SUR CRITERES SOCIAUX !**

NON A LA DECENTRALISATION / PRIVATISATION DES CROUS :

**REENGAGEMENT FINANCIER DE L'ETAT
DANS LES AIDES SOCIALES ETUDIANTES POUR PERMETTRE A TOUS
L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR !**